



SOMMAIRE

Commerce et sanctions

1. La Secrétaire au Trésor américaine précise l'approche économique de l'administration Biden face à la Chine
2. Les exigences de contenu local sur les minéraux critiques et les composants de batterie du crédit d'impôt à l'achat de véhicules électriques de l'IRA entrent en application
3. Les États-Unis poursuivent les négociations du Cadre économique pour l'Indopacifique (IPEF)
4. Le Congrès et le secteur privé appellent l'administration Biden à renforcer les liens commerciaux avec l'Afrique

Climat – énergie – environnement

5. L'EPA publie le 30e inventaire annuel des gaz à effet de serre aux États-Unis
6. En marge du G7, la Secrétaire d'Etat à l'Energie s'engage avec des partenaires stratégiques en formats variables
7. Le DoE annonce 250 millions de dollars pour accélérer la fabrication de pompes à chaleur aux Etats-Unis

Transport et infrastructure

8. L'administration Biden lance le 2^e tour de l'appel à projet visant à renforcer la sécurité routière, pour lequel au moins 250M\$ sont prévus

Agriculture et industrie agroalimentaire

- 9 L'USDA souligne le rôle essentiel de la R&D agricole lors d'une réunion du G20
10. L'USDA attribue 125 M\$ pour des subventions à la transformation de la viande
11. L'USDA annonce l'ouverture du Grassland Conservation Reserve Program

Santé

12. Le lobby pharmaceutique PhRMA dénonce une approche « punitive » de la mise en œuvre des dispositions d'IRA sur la tarification des médicaments.

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. La Secrétaire au Trésor américaine précise l'approche économique de l'administration Biden face à la Chine

A l'occasion d'une [intervention](#) le 20 avril à l'Université John Hopkins à Washington, la Secrétaire au Trésor américaine J. Yellen a expliqué l'évolution de l'approche américaine dans sa relation économique avec la Chine. Evoquant la guerre en Ukraine, les dettes croissantes des pays en voie de développement et le réchauffement climatique, elle a indiqué que résoudre ces problèmes exigerait un « *engagement constructif entre les deux plus grandes économies du monde* », mais que la relation entre les États-Unis et la Chine se trouvait « *dans une phase de tension* ».

Selon J. Yellen, l'approche économique des États-Unis vis-à-vis de la Chine poursuivait trois objectifs principaux: (i) défendre la sécurité nationale des États-Unis - à travers le contrôle des exportations, les sanctions et le filtrage des investissements (y compris sortants, « *dans certaines technologies sensibles* »), dont elle a indiqué qu'ils ne visaient pas à accroître l'avantage concurrentiel de l'économie américaine face à la Chine - et protéger les droits de l'Homme (évoquant notamment les restrictions aux importations en provenance du Xinjiang) ; (ii) maintenir des relations économiques « *saines* » avec Pékin, les États-Unis ne « *cherch[ant] pas à 'découpler' [leur] économie de celle de la Chine* », tout en investissant dans leurs propres capacités industrielles et en pressant la Chine de mettre fin à ses pratiques commerciales déloyales; et (iii) coopérer sur les défis globaux tels que la dette des pays émergents et le changement climatique.

2. Les exigences de contenu local sur les minéraux critiques et les composants de batterie du crédit d'impôt à l'achat de véhicules électriques de l'IRA entrent en application

Comme annoncé lors de la publication par le Département du Trésor américain de propositions de lignes directrices le 31 mars dernier [voir [Flash Accents du 7 avril 2023](#)], les règles de contenu local sur les minéraux critiques et composants de batterie du crédit d'impôt à l'achat de véhicules électriques de l'*Inflation Reduction Act* (IRA) sont entrées en application le 18 avril. La [liste](#) des modèles de véhicules éligibles à tout ou partie du crédit d'impôt de 7500\$ a donc été mise à jour. Alors qu'une quarantaine de modèles pouvaient jusqu'alors y prétendre en répondant notamment à l'exigence d'assemblage final en Amérique du Nord, l'entrée en vigueur des règles de contenu local, imposant que les minéraux critiques soient extraits

ou traités aux États-Unis ou dans un pays ayant un « *accord de libre-échange* » avec les États-Unis, ou recyclés en Amérique du Nord, et que les composants de batterie soient fabriqués ou assemblés en Amérique du Nord, a conduit à ce stade à réduire cette liste – qui sera régulièrement actualisée en fonction des remontées des constructeurs – à une quinzaine de modèles de constructeurs américains (Ford, Chevrolet, Tesla), et d'un seul constructeur étranger, l'allemand Volkswagen.

Dans ce contexte, la [communication](#) récente d'un partenariat de 3.5 Md\$ entre le constructeur américain Ford et une entreprise chinoise pour la construction d'une nouvelle usine de batteries dans le Michigan a provoqué un certain émoi. Le Président de la Commission des Voies et des Moyens de la Chambre, le Républicain J. Smith (Missouri), a [dénoncé](#) dans une lettre adressée le 17 avril au Président de Ford l'existence d'une « *faille* » dans les dispositions du texte qui permettrait à des technologies chinoises d'être incorporées dans des véhicules éligibles au crédit d'impôt. Cette question a aussi été au cœur des débats lors d'une [audition](#) de la Commission présidée par J. Smith le 19 avril. Les dispositions de l'IRA excluant du bénéfice du crédit d'impôt les véhicules contenant des minéraux critiques ou composants de batterie d'« *entités étrangères préoccupantes* », dont la Chine, doivent entrer en vigueur en 2024 (s'agissant des composants de batterie) et en 2025 (pour les minéraux critiques). Jusqu'à ces dates, les véhicules contenant de tels éléments d'origine chinoise peuvent donc bénéficier du crédit d'impôt tant qu'une certaine quantité de minéraux critiques et de composants de batterie atteignent les niveaux de contenu local requis par la loi.

3. Les États-Unis poursuivent les négociations du Cadre économique pour l'Indopacifique (IPEF)

A l'approche du troisième cycle de négociations du Cadre économique Indopacifique (*Indo-Pacific Economic Framework*, IPEF), qui se tiendra du 8 au 15 mai à Singapour, la Représentante au Commerce américaine (USTR) K. Tai s'est rendue aux Philippines du 16 au 18 avril et au Japon du 18 au 20 avril. A Manille, elle s'est [entretenu](#) avec son homologue philippin A. Pascual, évoquant les propositions de texte américaines sur le pilier commercial de l'accord, et avec le Ministre du Travail philippin B. Laguesma, [soulignant](#) les standards élevés attendus de cet accord en termes de défense des droits des travailleurs. A Tokyo, elle a [rencontré](#) le Ministre des Affaires étrangères H. Yoshimasa, affirmant leur intention commune de

poursuivre un agenda de négociations ambitieux pour l'IPEF. Les deux ministres ont aussi évoqué la mise en œuvre de l'accord sur les minéraux critiques conclu entre leurs pays le 28 mars dernier [voir [Flash Accents du 31 mars 2023](#)]. Le Secrétaire d'État américain A. Blinken était aussi au Japon du 16 au 18 avril afin de participer à la réunion des ministres des affaires étrangères du G7, qui a donné lieu à un [communiqué](#) réaffirmant l'importance d'une région indopacifique « libre et ouverte » et la nécessité de s'« engager de manière franche » avec la Chine pour lui « faire part de nos préoccupations ».

4. Le Congrès et le secteur privé appellent l'administration Biden à renforcer les liens commerciaux avec l'Afrique

La Représentante au Commerce (USTR) adjointe C. Hamilton s'est [rendue](#) à Nairobi dans la semaine du 17 avril afin de participer au premier cycle de négociations de l'Accord stratégique commercial et d'investissement (*Strategic Trade and Investment Partnership*, STIP), lancé entre les États-Unis et le Kenya en juillet 2022. Les deux pays ont convenu de suivre un calendrier de négociations ambitieux pour les prochains mois. Au terme d'une réunion le 13 avril, les membres du « *President's Advisory Council on Doing Business in Africa* », issus du secteur privé, ont également [recommandé](#) à l'Administration d'« accélérer le dialogue avec le Kenya sur les services et le commerce numérique afin d'établir un modèle de standards élevés pour les échanges entre les États-Unis et les pays africains ».

Des appels similaires à renforcer les échanges commerciaux avec l'Afrique sont venus du Congrès à l'occasion de la [publication](#) le 17 avril d'un rapport de la Commission sur le commerce international des États-Unis (*United States International Trade Commission*, USITC) sur le programme américain de préférences commerciales « *African Growth and Opportunity Act* » (AGOA). Ce rapport a conclu que l'AGOA, adopté en 2000 afin de faciliter les échanges entre les États-Unis et 39 pays d'Afrique, avait eu un impact « limité » sur l'économie

africaine, malgré des bénéfices substantiels dans certains secteurs comme le textile. L'ancien Président démocrate de la Commission des Voies et des Moyens de la Chambre, R. Neal (Massachusetts), qui avait commandé le rapport à l'USITC en janvier 2022, a [appelé](#) à « trouver des moyens créatifs d'améliorer les taux d'utilisation de l'AGOA » alors que le programme doit arriver à expiration en septembre 2025.

Brèves

- Le Royaume-Uni et l'état de l'Oklahoma ont [signé](#) le 18 avril un mémorandum d'accord afin de renforcer leurs liens commerciaux et d'investissement. Il s'agit du quatrième accord de ce type conclu par le Royaume Uni avec un état américain (après l'Indiana, la Caroline du Sud et la Caroline du Nord).
- Le Département du Trésor américain a [publié](#) le 17 avril une « note d'alerte » destinée aux entreprises afin de les sensibiliser aux risques de contournement du mécanisme de plafond de prix mis en place sur le pétrole russe.
- Le Département du Trésor américain a [sanctionné](#) le 18 avril 52 individus et entités dans 9 pays (Liban, Emirats Arabes Unis, Afrique du Sud, Angola, Côte d'Ivoire, Congo, Belgique, Royaume-Uni et Hong Kong) lié au marchand d'art et de pierre précieuses libanais Nazem Said Ahmad, lui-même sanctionné par les États-Unis depuis décembre 2019 pour son rôle dans le financement du Hezbollah.
- Le Département du Trésor américain a [sanctionné](#) le 19 avril un ressortissant iranien et six entités basées en Iran, en Malaisie, à Hong Kong et en Chine, pour avoir facilité l'acquisition par l'Iran de composants pour la fabrication de drones.
- Le Département du Trésor américain a [sanctionné](#) le 19 avril trois magistrats Nicaraguayens pour leur implication dans des activités de violation des droits de l'homme conduites par le régime du Président D. Ortega.

Climat - Énergie - Environnement

5. L'EPA publie le 30e inventaire annuel des gaz à effet de serre aux États-Unis

Le 13 avril, l'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA) a [publié](#) son 30^{ème} inventaire annuel des émissions de gaz à effet de serre aux États-Unis. Cet inventaire présente les émissions annuelles de gaz à effet de serre de 1990 à 2021.

Les émissions nettes de gaz à effet de serre des États-Unis s'élevaient à 5586 millions de tonnes d'équivalent dioxyde de carbone en 2021, soit une augmentation de 6 % par rapport à 2020. Selon l'EPA, cette augmentation est en grande partie due à un rebond de l'activité économique après la pandémie de coronavirus.

Toutefois, les émissions ont globalement diminué de 17% depuis 2005. L'EPA indique que cette diminution reflète les effets combinés de plusieurs facteurs, notamment les tendances du marché de l'énergie, les changements technologiques, y compris l'efficacité énergétique, et le choix des combustibles énergétiques.

Outre le suivi des émissions de gaz à effet de serre aux États-Unis, l'inventaire présente également les quantités de CO₂ qui sont éliminées de l'atmosphère grâce à son absorption dans les forêts et les autres végétaux.

L'EPA rappelle que ce rapport, impartial et neutre sur le plan politique, est compilé chaque année depuis 1993 et soumis à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. Le rapport est préparé par l'EPA en collaboration avec de nombreux experts d'autres agences fédérales, d'autorités gouvernementales des États fédérés, d'instituts de recherche et d'universités, ainsi que des associations industrielles. En vertu des accords onusiens sur le climat, les inventaires nationaux doivent être fournis à l'ONU, chaque année avant le 15 avril.

6. En marge du G7, la Secrétaire d'Etat à l'Energie s'engage avec des partenaires stratégiques en formats variables

La secrétaire d'Etat à l'énergie, Jennifer Granholm, chef de la délégation des États-Unis lors du G7 climat énergie et environnement [indique](#) avoir engagé des actions avec des partenaires internationaux stratégiques sur des priorités énergétiques communes.

Lors d'une réunion bilatérale avec le ministre Nishimura, Madame Granholm a convenu d'approfondir la **collaboration en matière d'innovation et de commercialisation de la technologie géothermique entre le Japon et les États-Unis**. Cette collaboration est encadrée par un protocole de coopération entre le Department of Energy et le Ministère japonais de l'économie, du commerce et de l'industrie (METI).

La secrétaire d'Etat américaine et ses homologues du Japon, de la France, du Royaume-Uni et du Canada ont signé une [déclaration commune relative à la coopération en matière de combustible nucléaire civil](#). Cette collaboration vise à accroître la résilience de leurs chaînes d'approvisionnement en combustible, tout en

soutenant les objectifs géostratégiques plus larges, notamment une moindre dépendance à l'égard de la Russie. Cette collaboration doit accroître la disponibilité d'alternatives commerciales pour la fourniture de technologies nucléaires civiles aux pays tiers, en s'appuyant sur les ressources et les capacités des secteurs nucléaires civils de chaque pays.

Enfin, Jennifer Granholm s'est exprimée au **Forum nucléaire du G7**, le tout premier forum d'affaires jamais organisé en marge de la réunion des ministres de l'énergie, du climat, de l'énergie et de l'environnement du G7.

7. Le DoE annonce 250 millions de dollars pour accélérer la fabrication de pompes à chaleur aux États-Unis

Le 18 avril, le Department of Energy (DoE) a [annoncé](#) l'ouverture de financements à hauteur de 250 millions de dollars afin d'accélérer la fabrication de pompes à chaleur. Il s'agit d'une première, qui s'appuie sur la loi *Defense Production Act*. Le DoE peut utiliser ces financements afin d'augmenter la production nationale de cinq technologies clés en matière d'énergie propre, dont les pompes à chaleur.

Par cette initiative, le DOE invite les fabricants intéressés à créer de nouvelles usines ou à augmenter leur capacité afin de produire plus de dispositifs, de composants et de matériaux aux États-Unis. Le DOE indique rechercher des projets qui créent des capacités de production nationale nouvelles ou supplémentaires et qui investissent dans la main-d'œuvre américaine spécialisée, syndiquées et bien rémunérées.

Selon le DoE, une utilisation plus répandue des pompes à chaleur, pour le chauffage ou la climatisation, doit permettre de réduire les coûts énergétiques aux moyens de dispositifs énergétiques propres fabriqués aux États-Unis.

Brèves

- L'US Energy Information Administration (EIA) [estime](#) que les prix de détail de l'essence aux États-Unis seront en moyenne d'environ 3,50 \$ le gallon (gal) cet été (0,93 \$/L) soit environ 80 cents/gal (0,21 \$/L) de moins que le prix de l'été dernier. Les prix de l'essence aux États-Unis s'élevaient en moyenne à 3,42 \$/gal (0,90 \$/L) en mars 2023

Transport et infrastructure

8. Le Département fédéral des transports appelle les collectivités à proposer des projets en faveur de la sécurité routière, dans le cadre d'un programme doté de 1,2 Md\$ en 2023

Le 17 avril, le Département américain des Transports (US DOT) a [publié](#) un communiqué mettant en avant les fonds du programme fédéral *Safe Streets and Roads for All (SS4A)*, directement accessibles aux collectivités de niveau subfédéré qui souhaiteraient proposer des projets locaux d'amélioration de la sécurité routière. Institué par le plan fédéral pour l'infrastructure (BIL), ce fonds est doté de 5 Md\$ sur cinq ans, dont 1,2 Md\$ pour l'année fiscale 2023. Au titre de cette enveloppe 2023, 800 M\$ ont déjà été attribués à 500 projets lauréats dans le cadre d'un premier tour d'appel à projets ouvert l'an dernier. 95 % de ces projets, qui visaient à établir des plans d'action locaux de sécurité routière (*action plans*), se sont partagés un total de 210 M\$, soit un quart de l'enveloppe du premier tour. Le reste, environ 590 M\$, a été alloué à une quarantaine de projets de mise en œuvre (*implementation*), avec des montants unitaires allant de 2 à 30 M\$ par projet.

Selon l'US DOT, le deuxième tour d'appel à projets, ouvert du 1^{er} avril au 10 juillet, mettra l'accent notamment sur les démarches d'expérimentation et les projets de type « *quick building* ». Ces derniers désignent des installations et aménagements généralement légers, peu coûteux, rapides à mettre en place, revêtant souvent une vocation temporaire, pouvant être facilement déplacés ou modifiés en fonction des besoins. Ces propositions peuvent ainsi être déployées rapidement et produire des effets immédiats. Un intérêt particulier sera également accordé aux projets pilotes, conduits dans une démarche d'expérimentation en soutien à l'innovation. Ceux-ci pourront porter par exemple sur de nouvelles approches de sensibilisation des usagers ou des dispositifs d'éclairage intelligents.

Le DOT incite par ailleurs les collectivités à intervenir en priorité dans les zones où l'accidentologie est la plus élevée. Celles-ci sont identifiables grâce à un [outil cartographique](#) mis en ligne récemment par l'US DOT, qui présente des indicateurs territorialisés d'accidentologie à travers le pays.

Agriculture et industrie agroalimentaire

9. L'USDA souligne le rôle essentiel de la R&D agricole lors d'une réunion du G20

Chavonda Jacobs-Young, scientifique en chef de l'USDA, a dirigé la délégation américaine lors de la réunion des chefs scientifiques agricoles du G20 (G20 MACS) qui s'est tenue en Inde cette semaine et au cours de laquelle des dirigeants du monde entier se sont réunis pour discuter de questions cruciales en matière de science et de technologie agricoles. Lors de cette réunion, Mme Jacobs-Young a souligné l'importance des investissements dans la recherche et le développement agricoles, ainsi que l'importance de forger des partenariats stratégiques pour relever les défis mondiaux qui se chevauchent, à savoir l'insécurité alimentaire et le changement climatique.

Mme Jacobs-Young a mis en évidence les progrès internationaux importants réalisés en vue d'atteindre des objectifs communs, notamment la mission d'innovation agricole pour le climat (AIM for Climate), codirigée par les États-Unis et les Émirats arabes unis, qui vise à catalyser des investissements et un soutien accru en faveur d'une

agriculture intelligente face au climat et de l'innovation dans les systèmes alimentaires.

« AIM for Climate continue de se développer rapidement et nous nous réjouissons d'accueillir le sommet AIM for Climate en mai à Washington, D.C., qui servira de tremplin pour souligner l'importance d'investir dans l'agriculture intelligente face au climat et dans l'innovation des systèmes alimentaires lors de la COP28 qui aura lieu plus tard cette année », a déclaré M. Jacobs-Young.

10. L'USDA attribue 125 M\$ pour des subventions à la transformation de la viande

L'USDA a [annoncé](#) le 19 avril la mise à disposition de 125 M\$ dans le cadre de deux nouveaux programmes de subventions destinés à offrir davantage d'options aux éleveurs de viande et de volaille en investissant dans des projets indépendants et locaux de transformation de la viande et de la volaille qui augmentent la concurrence et renforcent la résilience de la chaîne d'approvisionnement alimentaire.

Ces nouveaux programmes de subvention – [l'Indigenous Animals Harvesting and Meat Processing Grant Program](#) et le [Local Meat Capacity Grant Program](#) - s'inscrivent dans le cadre du plan d'un Md\$ pour accroître la capacité de transformation des petites et moyennes entreprises de transformation de la viande et de la volaille.

Le programme de subventions pour la récolte d'animaux indigènes et la transformation de la viande fournira jusqu'à 50 M\$ pour améliorer la résilience de la chaîne d'approvisionnement alimentaire et agricole des nations tribales en développant et en élargissant l'infrastructure à valeur ajoutée liée à la viande d'animaux indigènes tels que le bison, le renne ou le saumon. Le programme financera des projets visant à développer les capacités locales de récolte, de transformation, de fabrication, de stockage, de transport, de vente en gros ou de distribution de viandes indigènes.

« Depuis trop longtemps, on demande aux agriculteurs et aux éleveurs amérindiens de produire davantage pour répondre à la demande croissante dans tout le pays et dans le monde entier, alors qu'eux-mêmes et les communautés tribales dont ils sont issus luttent pour obtenir leur juste part des bénéfices », a déclaré Xochitl Torres Small, sous-secrétaire au développement rural du ministère de l'agriculture des États-Unis. "En développant et en améliorant la capacité de transformation locale, ces projets permettront aux communautés tribales de bénéficier d'une alimentation culturellement adaptée et d'une sécurité alimentaire communautaire ».

Le programme Local Meat Capacity Grant fournira jusqu'à 75 M\$ de subventions pour soutenir les transformateurs de viande et de volaille avec des projets à plus petite échelle, dans le but d'augmenter la disponibilité et la variété de la transformation pour les producteurs de bétail locaux et régionaux.

11. L'USDA annonce l'ouverture du [Grassland Conservation Reserve Program](#)

Le 17 avril, la Farm Service Agency (FSA) de l'USDA a annoncé [l'ouverture des inscriptions](#) pour participer au programme de réserve pour la conservation des prairies (CRP).

En souscrivant à ce contrat d'une durée de 10 ou 15 ans, les exploitants agricoles et propriétaires fonciers privés s'engagent à ne pas mettre les surfaces désignées en culture ni à les exploiter en ranch, en contrepartie d'un versement par le gouvernement d'un loyer annuel ainsi que d'une prise en charge partagée des coûts d'entretien.

Le but du programme est de maintenir les zones en prairies comme telles, que ce soit pour pratiquer la fenaison ou le parcours et autres systèmes de pâturage. Promulgué en 1985, le Grassland CRP visait initialement à contrôler l'érosion des sols mais il bénéficie également à la biodiversité végétale et animale. Les prairies sont aussi un bon moyen de séquestrer le carbone, voire d'atténuer plus directement et constamment le réchauffement climatique grâce à leur forte capacité à réfléchir le rayonnement solaire, appelée albédo.

L'an passé, ce sont plus de 1,25 Mha qui ont intégré le programme, portant ainsi la surface totale de participation au CRP au-delà de 2,5 Mha. Les pâturages privés, couvrant près de 30% de la surface agricole utile aux États-Unis, constituent un outil privilégié pour l'USDA de démontrer « clairement que la productivité agricole et les priorités de conservation peuvent non seulement coexister, mais aussi se compléter et s'améliorer mutuellement », comme l'a professé le directeur de la FSA, Zach Ducheneaux.

Dans le même esprit, on relèvera que le Natural Resources Conservation Service de l'USDA, a accordé début avril [12M\\$ pour 49 projets](#) dédiés à l'assistance technique en matière de conservation pour les éleveurs de bétail et à l'utilisation de pratiques de conservation sur les pâturages.

Brève

- Dans son [rapport](#) sur les perspectives de récoltes de blé, l'Economic Research Service (ERS) de l'USDA exprime une certaine inquiétude quant aux futures récoltes de blé. En effet, 28% des assolements en blé d'hiver sont actuellement situés dans des régions en proie à une sécheresse extrême voire exceptionnelle, contre 18% à la même période en 2022.

Santé

12. Le lobby pharmaceutique PhRMA dénonce une approche « punitive » de la mise en œuvre des dispositions d'IRA sur la tarification des médicaments.

Le [lobby pharmaceutique PhRMA](#) a adressé une liste de griefs à l'encontre de l'agence CMS (*Centers for Medicare & Medicaid Services*), qui a proposé mi-mars un cadre de mise en œuvre des négociations de prix de certains médicaments par Medicare, ouvertes par l'*Inflation Reduction Act* (IRA) à partir de 2026.

PhRMA a déclaré le 14 avril que l'approche adoptée par la CMS dans ce cadre « n'est en aucun cas une 'négociation' » et que « la CMS a choisi d'aller au-delà de ce qui était prévu par la loi, en adoptant la position la plus extrême pour englober autant de médicaments que possible et être aussi punitive que possible ».

Le 15 mars, la CMS avait publié des directives décrivant comment jusqu'à 10 médicaments de la partie D, sans équivalent générique ou biosimilaire, seraient soumis à un « juste prix maximum », le processus pour déterminer ce plafond et la

potentielle extension de ce dispositif dans les années à venir. Ces premières orientations ont été accompagnées d'un appel à commentaires d'une durée d'un mois.

Dans son [commentaire de 76 pages](#), PhRMA critique l'agence pour la période d'ouverture à commentaires, jugée trop courte, et reproche un processus arbitraire et non consultatif sur la liste des médicaments retenus et le processus de fixation des prix proposé.

Brèves

- Merck s'est [engagé](#) à racheter Prometheus Biosciences, une biotech spécialisée dans l'immunologie (maladies cibles potentielles de Prometheus sont la polyarthrite rhumatoïde, la dermatite atopique, le psoriasis), basée à San Diego, pour un montant d'environ 10,8 Md\$ en numéraire. Cet achat intervient alors que Merck cherche à remplacer son médicament phare (Keytruda), qui tombera dans le domaine public en 2028.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDet, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

[S'Inscrire](#)